

Bonne gouvernance et management sportif : Proposition d'un modèle conceptuel

Good Governance and Sports Management: A Proposal for a Conceptual Model

Sara KAYOUH, (Doctorante)

*Laboratoire de recherche en Compétitivité Economique et Performance Managériale-
LARCEPEM*

*Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociale Souissi
Université Mohammed V de Rabat, Maroc*

Omar HNICHE, (Enseignant-chercheur, PES)

*Laboratoire de recherche en Compétitivité Economique et Performance Managériale-
LARCEPEM*

*Faculté des Sciences Juridiques, Economiques et Sociale Souissi
Université Mohammed V de Rabat, Maroc*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales – Souissi Avenue Mohammed Ben Abdellah Ragraoui Madinat Al Irfane B.P. 6430 Rabat Instituts Rabat, Maroc Téléphone : +212 5 37 67 17 19 Email : fsjes-souissi@um5r.ac.ma
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude et ils sont responsables de tout plagiat dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	KAYOUH, S., & HNICHE, O. (2025). Bonne gouvernance et management sportif : Proposition d'un modèle conceptuel. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 6(7), 311–323.
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

Received: 03/06 /2025

Accepted: 05/07/2025

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 6, Issue 07 (2025)

Bonne gouvernance et management sportif : Proposition d'un modèle conceptuel

Résumé :

Cet article théorique vise à proposer un modèle conceptuel de la bonne gouvernance dans les fédérations sportives marocaines, en s'appuyant sur une revue critique et intégrative de la littérature. L'objectif est de combler un vide théorique dans le contexte tiers-mondialiste et de suggérer des pistes concrètes pour les décideurs. Une Revue Intégrative a été mobilisée pour analyser les contributions académiques et institutionnelles sur la gouvernance sportive. À partir de cette analyse, un modèle incluant des variables comme la transparence, la démocratie, le contrôle interne et la responsabilité sociale a été développé, destiné à être testé dans les fédérations marocaines de sport collectif. Les résultats attendus visent à renforcer les fondements théoriques de la gouvernance sportive au Maroc.

Mots clés : Bonne gouvernance sportive, étude de cas comparative, Maroc.

JEL Classification : Z20

Type du papier : Recherche Théorique.

Abstract:

This theoretical article aims to propose a conceptual model of good governance within Moroccan sports federations, based on a critical and integrative review of the literature. The objective is to fill a theoretical gap in the context of the Global South and to suggest concrete pathways for policymakers. An Integrative Review was employed to analyze academic and institutional contributions on sports governance. Based on this analysis, a model was developed incorporating variables such as transparency, democracy, internal control, and social responsibility, intended to be tested within Moroccan collective sports federations. The expected results aim to strengthen the theoretical foundations of sports governance in Morocco.

Keywords : Good Sport Governance , Comparative case study, Morocco.

Classification JEL: Z20

Paper Type: Theoretical Research.

1. Introduction

Au cours des dernières décennies, la question de la bonne gouvernance dans le sport s'est imposée comme une thématique centrale aussi bien dans les milieux académiques que professionnels (Chappelet, 2015 ; Geeraert, 2018a). Cette émergence s'explique en grande partie par une succession de scandales ayant profondément ébranlé la légitimité de nombreuses organisations sportives, tant à l'échelle nationale qu'internationale. Des affaires retentissantes telles que le scandale Calciopoli en Italie (2006) ou les controverses entourant l'attribution de la Coupe du Monde de la FIFA au Qatar en 2022 ont mis en lumière les carences systémiques en matière de transparence, de responsabilité et d'éthique dans la gestion des institutions sportives. Dans ce contexte, la légitimité des instances dirigeantes, leur capacité à rendre compte de leurs actions et à prévenir les dérives managériales, sont devenues des préoccupations majeures (Chappelet, 2011 ; Geeraert, 2015).

Face à cette crise de confiance, les fédérations sportives internationales ont été amenées à repenser leurs structures de gouvernance. Des politiques orientées vers la promotion de la bonne gouvernance ont été mises en œuvre, intégrant des principes tels que l'inclusion sociale, l'égalité des sexes, l'équité des chances, ainsi que la promotion de la santé et de l'activité physique (Chappelet, 2011 ; Geeraert, 2018a). Parallèlement, des chercheurs, des institutions gouvernementales et des organisations sportives ont développé un ensemble d'indicateurs normatifs permettant d'évaluer la qualité de la gouvernance au sein des fédérations (Chappelet & Mrkonjic, 2013 ; Geeraert, 2018). Ces initiatives traduisent une volonté croissante de systématiser et professionnaliser les pratiques managériales dans le sport.

Cette prise de conscience intervient dans un contexte où le secteur sportif est confronté à de nombreux défis — notamment en termes de légitimité, de financement, et de régulation. Le défi central réside dans la crédibilité du système sportif lui-même. En effet, comment maintenir la confiance des parties prenantes — athlètes, publics, sponsors, gouvernements — lorsque les performances sportives et les processus décisionnels sont suspectés d'être entachés de corruption, de conflits d'intérêts ou de fraudes financières ?

Dans le cas spécifique du Maroc, la littérature scientifique traitant de la gouvernance sportive reste particulièrement limitée. À notre connaissance, très peu d'études ont été menées sur cette problématique dans le contexte marocain. Une exception notable est le travail de El Akari et Ouadaadaa (2021) qui s'est penché sur les effets des subventions sportives sur la performance des fédérations. Leurs résultats montrent que les conditions d'une gouvernance efficace ne sont pas encore réunies, en soulignant que les ressources publiques allouées ne se traduisent pas systématiquement par une amélioration des performances organisationnelles.

Cette situation soulève un ensemble de questionnements fondamentaux :

- Quels sont les facteurs qui favorisent l'émergence d'une bonne gouvernance dans les fédérations sportives ?
- Quelles conditions doivent être réunies pour garantir une gouvernance sportive efficace et crédible dans un contexte comme celui du Maroc ?

Pour apporter des éléments de réponse à ces interrogations, le présent article adopte une approche théorique fondée sur une revue intégrative de la littérature, dans le but de structurer un modèle conceptuel adapté au contexte marocain.

- Dans un premier temps, nous analyserons les principales contributions scientifiques relatives à la bonne gouvernance dans le sport.
- Dans un deuxième temps, nous proposerons un cadre théorique structurant les différentes dimensions de la gouvernance sportive.
- Enfin, dans un troisième temps, nous identifierons les pistes de recherche futures et les implications managériales de ce modèle.

2. Revue de littérature

La gouvernance est un concept polysémique qui a suscité de nombreuses définitions dans la littérature contemporaine. Selon Chatzigianni (2018), elle désigne un ensemble complexe de structures et de processus par lesquels les organisations sont dirigées et contrôlées. Goede et Neuwirth (2014) précisent que la gouvernance ne doit pas être confondue avec le gouvernement : elle trouve son origine dans le verbe grec *kubernáo*, qui signifie « diriger », et se réfère au pilotage stratégique d'un système, d'une organisation ou d'une société.

Kooiman (1993), quant à lui, la définit comme un ensemble d'activités menées par des acteurs politiques, sociaux et administratifs pour orienter, réguler ou structurer des secteurs sociaux. Cette approche élargie permet de dépasser la vision purement hiérarchique de la gestion, pour embrasser une logique interactive, multi-acteurs et multi-niveaux.

Dans le champ du sport, cette conceptualisation s'est traduite par une transformation progressive du rôle des fédérations, passant d'organismes gestionnaires à entités gouvernantes, dotées de responsabilités éthiques, sociales et stratégiques (Henry & Lee, 2004 ; Pielke et al., 2019).

La gouvernance sportive, en particulier dans sa forme institutionnalisée, a fait l'objet d'un intérêt croissant depuis les années 1990, notamment à la suite de scandales éthiques et de crises de légitimité. Chappelet (2018) affirme que réduire la gouvernance à un simple exercice de pouvoir ou de direction est insuffisant. Il propose au contraire de la concevoir comme un réseau organisationnel complexe, structuré à plusieurs niveaux : international, régional, national, mais aussi opérationnel et administratif.

Cette vision multi-niveaux est également soutenue par les travaux de l'Union Européenne (2000), qui a promu des principes directeurs pour améliorer la transparence, la responsabilité et la participation démocratique dans les institutions sportives, via notamment la Déclaration de Nice.

En réaction à la multiplication des dérives managériales, des initiatives normatives ont vu le jour, comme l'Observatoire de la gouvernance sportive (Sports Governance Observer – SGO), développé par Geeraert (2015), ou les 63 indicateurs de gouvernance proposés par Chappelet et Mrkonjic (2013). Ces outils ont permis de structurer l'analyse de la gouvernance autour de principes-clés, tels que :

- La transparence des décisions,
- La démocratie interne,
- Le contrôle institutionnel,
- La responsabilité sociale,
- L'intégrité sportive.

Henry et Lee (2004) ont également contribué à cette formalisation, en identifiant sept principes fondamentaux de bonne gouvernance : transparence, responsabilité, démocratie, responsabilité sociale, égalité, efficacité et équité.

Malgré la diffusion de ces référentiels, de nombreuses fédérations sportives internationales ont été ébranlées par des scandales majeurs (corruption, fraude, dopage, conflits d'intérêts), qui ont mis en évidence les limites des dispositifs en place (Geeraert et al., 2017). Le Comité International Olympique a par exemple été impliqué dans le scandale lié à l'attribution des Jeux Olympiques d'hiver de 2002 à Salt Lake City (Wenn et al., 2011). D'autres cas concernent la Fédération Internationale de Football Association (FIFA), ou encore la Fédération Internationale de Volley-ball, accusée de mauvaise gestion sous la présidence de Ruben Acosta (Andersen, 2012).

Ces crises ont alimenté un débat sur la perte de légitimité des Fédérations Sportives Internationales (FSI), souvent perçues comme opaques, centralisées et déconnectées de leurs parties prenantes (Chappelet, 2015 ; Geeraert, 2019). La commercialisation croissante du

sport a amplifié ces tensions, en posant la question de l'équilibre entre performance économique et valeurs éthiques.

Pour répondre à ces enjeux, Geeraert (2018a) a proposé le National Sports Governance Observer (NSGO), un cadre méthodologique structuré autour de quatre dimensions interdépendantes ; Ce modèle, basé sur plus de 40 référentiels nationaux et internationaux, identifie 46 pratiques et indicateurs de bonne gouvernance. Pour le présent travail, 24 de ces principes ont été retenus en fonction de leur pertinence pour le contexte sportif marocain (voir Tableau 1).

Dans une perspective théorique, la théorie de l'action sociale de Max Weber (1978) offre un éclairage fondamental sur les dynamiques de gouvernance. Pour Weber, toute action est porteuse de sens et orientée vers autrui ; elle est modelée par des valeurs, des croyances et des normes sociales. Appliquée à la gouvernance sportive, cette approche permet d'interpréter les comportements des dirigeants, non seulement comme des réponses institutionnelles, mais aussi comme des stratégies symboliques visant à légitimer leur autorité.

La gouvernance ne se limite donc pas à l'application de règles, mais engage une dimension interactionnelle, où les acteurs cherchent à maintenir ou reconstruire leur légitimité auprès de leurs parties prenantes internes et externes. Cela justifie l'intérêt de combiner des approches normatives (indicateurs, modèles) avec une lecture sociologique et interprétative, notamment dans des contextes émergents comme celui du Maroc, où les systèmes de régulation sont encore en construction.

3. Méthodologie de recherche

La gouvernance constitue une notion à la fois complexe et multidimensionnelle, largement débattue dans les sciences sociales. Elle est souvent définie comme un ensemble de mécanismes, de processus et de structures permettant de diriger, coordonner et contrôler les organisations (Henry & Lee, 2004 ; Geeraert, 2018a). Cette conceptualisation inclut des principes fondamentaux tels que la démocratie, la transparence, la responsabilité, et la participation, qui, bien qu'abstraits, peuvent être opérationnalisés à travers des grilles d'analyse empiriques rigoureuses (Bevir, 2010).

D'un point de vue théorique, la théorie de l'action sociale de Max Weber (1978) peut être mobilisée pour comprendre les dynamiques de gouvernance. Selon Weber, l'action sociale est guidée par des motivations subjectives et orientée vers autrui, ce qui implique que les comportements des acteurs au sein des organisations sportives ne peuvent être compris qu'en prenant en compte leurs intentions, leurs croyances et les normes sociales qu'ils internalisent. Appliquée à la gouvernance, cette perspective permet d'interroger non seulement les structures formelles, mais aussi les logiques d'action, les jeux de pouvoir et les rapports de légitimation entre les différentes parties prenantes.

Ainsi, la gouvernance sportive peut être analysée à l'aune des interactions entre les acteurs (dirigeants, athlètes, membres, partenaires institutionnels), leurs valeurs partagées, et les normes formelles qui encadrent leur fonctionnement. Cette lecture weberienne justifie également l'attention portée aux dimensions qualitatives et symboliques de la gouvernance, en complément des approches strictement normatives.

Dans cette perspective, la mesure de la gouvernance devient un enjeu stratégique. Comme l'indiquent Chappelet (2011) et Geeraert (2018a), quantifier les pratiques de gouvernance permet non seulement de renforcer la transparence et l'efficacité, mais aussi de consolider la légitimité institutionnelle des fédérations sportives auprès de leurs parties prenantes (États, sponsors, public). Geeraert (2017) souligne que la mise en œuvre effective des principes de bonne gouvernance favorise la création d'un climat de confiance durable, essentiel pour l'alignement stratégique entre performance sportive et exigences éthiques.

Dans ce contexte, Geeraert (2018a) a développé le National Sports Governance Observer (NSGO), un outil méthodologique basé sur un processus en six étapes visant à évaluer la qualité de la gouvernance dans les fédérations sportives nationales. Ce modèle repose sur l'idée que la bonne gouvernance est une variable indépendante, pouvant avoir un impact positif sur la performance globale des organisations sportives. Il identifie quatre dimensions fondamentales et interdépendantes :

- La transparence,
- Les processus démocratiques,
- Le contrôle interne,
- La responsabilité sociale.

Ces dimensions, en interaction mutuelle, contribuent à maximiser l'efficacité et la légitimité organisationnelle.

Les quatre dimensions opérationnelles du modèle NSGO

- **Transparence** : Elle se traduit par la communication proactive des actions, décisions, budgets et règlements des fédérations à l'égard de toutes les parties prenantes. Une gouvernance transparente favorise la responsabilisation des acteurs et améliore la confiance interne et externe (Geeraert, 2018c).
→ Proposition 1 (P1) : La transparence influence positivement la gouvernance sportive.
- **Processus démocratiques** : Cette dimension implique des mécanismes électoraux ouverts, une participation élargie des parties prenantes à la prise de décision, ainsi que des débats institutionnels structurés (Bevir, 2010 ; Henry & Lee, 2004). L'inclusion des groupes concernés renforce l'acceptation des décisions et la légitimité des dirigeants.
→ Proposition 2 (P2) : Les processus démocratiques influencent positivement la gouvernance sportive.
- **Contrôle interne** : Il s'agit des règles, procédures et systèmes d'évaluation qui assurent la conformité, la séparation des pouvoirs et la prévention des dérives (Geeraert, 2018c). Il joue un rôle fondamental dans la gestion des risques et le maintien d'un fonctionnement éthique.
→ Proposition 3 (P3) : Le contrôle interne renforce la bonne gouvernance sportive.
- **Responsabilité sociale** : Elle reflète l'engagement des fédérations envers les enjeux sociétaux : égalité des genres, lutte contre le dopage, durabilité environnementale, etc. (Henry & Lee, 2004 ; Geeraert, 2018c). Elle est indissociable de la légitimité externe et de l'image des institutions sportives.
→ Proposition 4 (P4) : La responsabilité sociale influence positivement la gouvernance sportive.

Enfin, Geeraert (2018a) a identifié 46 pratiques concrètes à travers l'analyse de plus de 40 référentiels nationaux et internationaux. Pour les besoins de cette recherche, 24 principes clés ont été sélectionnés parmi ces 46, en fonction de leur pertinence pour le contexte marocain. Ces principes couvrent l'ensemble des quatre dimensions mentionnées et sont présentés dans le tableau ci-après (voir Tableau 1).

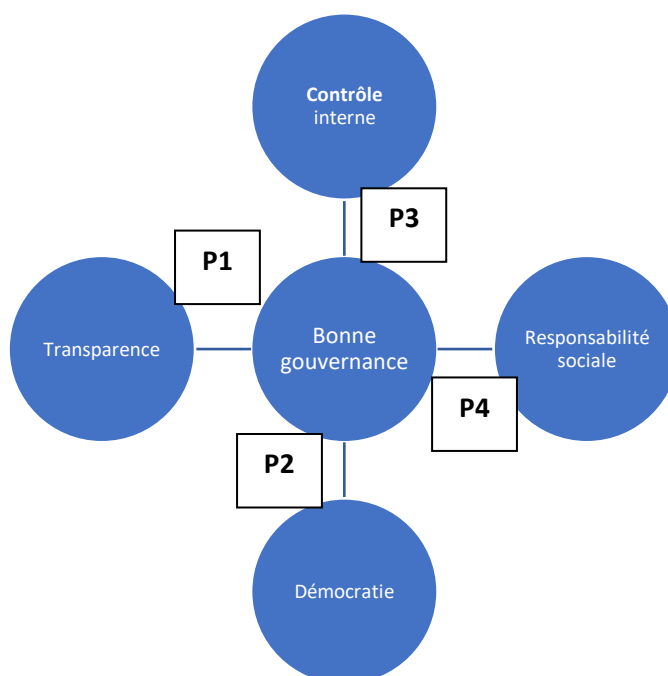
Tableau 1. Les 24 principes retenus pour les quatre dimensions de la bonne gouvernance

Dimensions	Principes
Transparence	1. l'organisation publie ces statuts ,règlement sur son site web 2. l'organisation publie les résultats de son assemblée générale sur son site web 3. les décisions du comité de direction sont publiés sur le site web 4. les informations sur les membres du comité de direction sont publiés sur le site web 5. l'organisation publie ses activités sur son site web 6. les documents financiers sont publiés sur le site web 7. les plans stratégiques sont publiés sur le site web
Démocratie	9. l'organisation a un comité de nomination 10. l'assemblée générale se constitue au moins une fois par an 11. le comité se rencontre pour évoquer certains problèmes selon des procédures strictes

	12. les athlètes participent aux politiques des fédérations 13. les entraîneurs participent aux politiques des fédérations 14. les volontaires participent aux politiques des fédérations 15. l'organisation fait la promotion de la parité des genres
Contrôle interne	16. le comité a des procédures liées à la démission prématurée des membres 17. l'organisation a des conditions d'inéligibilité de membres au comité de direction au sein de ses statuts . 18. L'organisation a un comité d'audit 19. la performance et la composition du comité est évaluée annuellement
Responsabilité sociale	20. l'organisation conseille les organisations qui dépendent d'elle 21. l'organisation combat le harcèlement sexuel dans le sport 22. l'organisation a une politique de lutte contre le dopage 23. l'organisation combat la discrimination dans le sport 24. l'organisation fait la promotion du développement durable

Source : Adapté du National Sports Governance Observer – Final report de Geeraert, A. (2018). Copenhagen: Play the Game / Danish Institute for Sports Studies.

Figure 1 : Le modèle de la bonne gouvernance



Source : Adapté du National Sports Governance Observer – Final report de Geeraert, A. (2018). Copenhagen: Play the Game / Danish Institute for Sports Studies.

4. Discussion théorique et proposition d'un modèle conceptuel

La gouvernance sportive représente aujourd'hui un axe stratégique dans la structuration et le management des organisations sportives. Dans les fédérations sportives, en particulier dans les contextes en développement comme le Maroc, la question de la gouvernance est étroitement liée à la performance managériale, à la légitimité institutionnelle et à l'efficacité organisationnelle. Cette section propose une discussion théorique fondée sur une revue intégrative des principaux travaux traitant de la gouvernance dans le sport, afin de formuler un modèle conceptuel pertinent au contexte marocain.

La gouvernance sportive est souvent appréhendée à travers deux grandes traditions : la perspective normative, fondée sur les principes éthiques et démocratiques (Chappelet & Mrkonjic, 2013), et la perspective fonctionnelle, centrée sur les processus, les structures de décision et les mécanismes de régulation (Henry & Lee, 2004).

Le modèle proposé par Chappelet (2016) avec ses 24 principes de bonne gouvernance élaborés par l'Association Européenne des Ligues de Football Professionnel (EPFL) et le Conseil de l'Europe constitue un cadre structurant. Ces principes s'articulent autour de quatre dimensions fondamentales :

- La transparence (publication des décisions, accès à l'information),
- Les processus démocratiques (participation des membres, élection),
- Le contrôle interne (audit, supervision),
- La responsabilité sociale (équité, inclusion, durabilité).

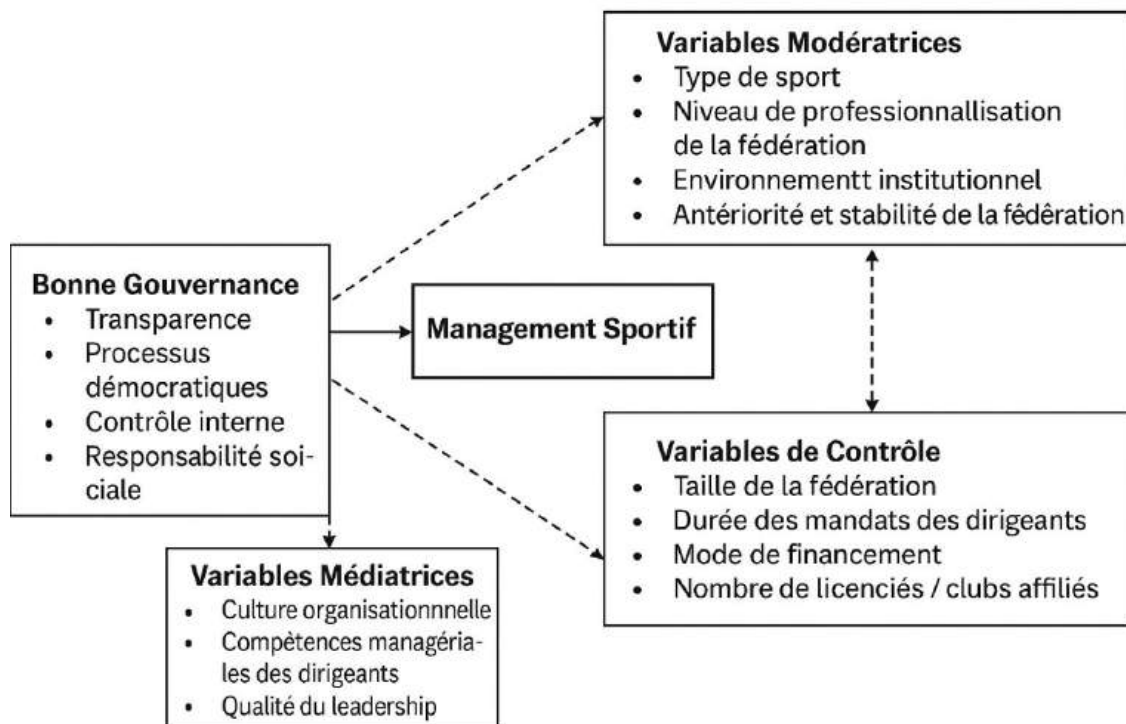
La littérature suggère que la bonne gouvernance est un levier essentiel du management sportif efficace (Bayle & Madella, 2002 ; Geeraert, 2018). Dans ce cadre, le management sportif est défini comme l'ensemble des pratiques de planification, d'organisation, de direction et de contrôle visant à optimiser la performance globale d'une fédération sportive.

Cependant, cette relation n'est ni linéaire ni univoque. Elle peut être modérée ou médiatisée par plusieurs variables contextuelles :

- Variables modératrices : le type de sport (individuel vs collectif), la taille de la fédération, le niveau de professionnalisation, ou encore le cadre juridique et institutionnel.
- Variables médiatrices : la culture organisationnelle, la qualité du leadership, ou encore le niveau de compétence des ressources humaines.
- Variables de contrôle : la structure de financement, la durée du mandat des dirigeants, et le niveau d'autonomie vis-à-vis de l'État.

À partir de cette discussion, nous proposons un modèle conceptuel théorique qui postule que : La bonne gouvernance, mesurée à travers les dimensions de transparence, démocratie, contrôle interne et responsabilité sociale, influence positivement le management sportif des fédérations. Cette relation est modérée par des facteurs structurels (type de sport, niveau de professionnalisation) et médiatisée par des mécanismes internes tels que la culture organisationnelle et les compétences des dirigeants.

Figure 2 : Le modèle Conceptuel



La source : Conception personnelle

Ce modèle s'inscrit dans une logique hypothético-déductive et constitue un point de départ pour des recherches futures empiriques, en particulier des études de cas comparatives. Il vise à combler le déficit théorique observé dans les travaux portant sur la gouvernance dans les fédérations sportives du Sud, et propose une base analytique adaptable à différents contextes.

5. Conclusion

Cette recherche s'inscrit dans une volonté de poser un regard scientifique sur la gouvernance des fédérations sportives marocaines, notamment dans les disciplines collectives telles que le football, le handball, le basketball ou encore le volleyball. En l'absence de travaux académiques approfondis sur cette problématique dans le contexte marocain, notre ambition a été de proposer un cadre conceptuel rigoureux permettant de comprendre, comparer et évaluer les styles de gouvernance en place. Ce travail théorique a donc pour objectif de mettre en perspective les pratiques de gouvernance déclarées ou observées au sein des fédérations avec les modèles normatifs et analytiques issus de la littérature internationale. À travers cette approche, il s'agit de jeter les bases d'une réflexion critique et contextualisée sur le fonctionnement institutionnel des structures sportives nationales.

Sur le plan théorique, la contribution principale de ce travail est de combler un vide dans la littérature académique relative à la gouvernance du sport dans les pays du Sud. Alors que les travaux dominants sur la bonne gouvernance dans le sport proviennent majoritairement de contextes institutionnels occidentaux et économiquement développés, notre étude introduit une lecture située dans un environnement marqué par des défis particuliers : complexité administrative, dépendance aux financements publics, faible professionnalisation, et parfois manque de transparence. En ce sens, notre modèle conceptuel ne se contente pas de transposer mécaniquement des cadres existants, mais les adapte en tenant compte des spécificités structurelles, culturelles et politiques du Maroc. Il offre ainsi une grille de lecture pertinente et contextualisée pour comprendre la dynamique gouvernance-management dans les fédérations sportives marocaines.

Du point de vue managérial, ce travail entend générer un impact opérationnel en incitant les dirigeants des fédérations à adopter une approche plus stratégique et responsable de leur mission. Il s'agit de souligner que la gouvernance ne se limite pas à un ensemble de règles ou de procédures formelles, mais qu'elle constitue un levier fondamental pour renforcer la performance organisationnelle, la légitimité des instances sportives, et la confiance des parties prenantes (clubs, athlètes, public, pouvoirs publics). En identifiant les lacunes existantes et en suggérant des axes d'amélioration, cette recherche ambitionne de contribuer à l'émergence d'un management sportif plus moderne, transparent, participatif et orienté vers la durabilité.

Enfin, ce travail ouvre des perspectives de recherche prometteuses. Le modèle conceptuel proposé pourra servir de base à des enquêtes empiriques futures, notamment à travers des études de cas comparatives ou des recherches quantitatives auprès de différentes fédérations. Il pourrait également être testé dans d'autres pays africains ou arabes partageant des caractéristiques institutionnelles similaires. Par ailleurs, la mobilisation de variables modératrices, médiatrices et de contrôle permet d'enrichir l'analyse de la relation entre gouvernance et management, en tenant compte de la complexité des environnements sportifs actuels. À terme, ce type d'approche intégrative pourrait contribuer à une meilleure structuration du champ de la gouvernance sportive dans les pays en développement.

Références :

- (1). Andrews, R. (2012). Fair Value, earnings management and asset impairment: The impact of a change in the regulatory environment. *Procedia Economics and Finance*, 2, 16-25.
- (2). Argilés, J. M., Garcia-Blandon, J., & Monllau, T. (2011). Fair value versus historical cost-based valuation for biological assets: predictability of financial information. *Revista de Contabilidad*, 14(2), 87-113.
- (3). Arora, N., Richardson, S., & Tuna, I. (2014). Asset reliability and security prices: Evidence from credit markets. *Review of Accounting Studies*, 19, 363-395.
- (4). Ayres, D. R. (2016). Fair value disclosures of level three assets and credit ratings. *Journal of accounting and public policy*, 35(6), 635-653.
- (5). Bandyopadhyay, S. P., Chen, C., & Wolfe, M. (2017). The predictive ability of investment property fair value adjustments under IFRS and the role of accounting conservatism. *Advances in accounting*, 38, 1-14.
- (6). Barth, M. E., & Landsman, W. R. (2010). How did financial reporting contribute to the financial crisis?. *European accounting review*, 19(3), 399-423.
- (7). Benston, G. J. (2006). Fair-value accounting: A cautionary tale from Enron. *Journal of Accounting and Public Policy*, 25(4), 465-484.
- (8). Blacconiere, W. G., Frederickson, J. R., Johnson, M. F., & Lewis, M. F. (2011). Are voluntary disclosures that disavow the reliability of mandated fair value information informative or opportunistic?. *Journal of Accounting and Economics*, 52(2-3), 235-251.
- (9). Bougen, P. D., & Young, J. J. (2012). Fair value accounting: Simulacra and simulation. *Critical Perspectives on Accounting*, 23(4-5), 390-402.
- (10). Cairns, D., Massoudi, D., Taplin, R., & Tarca, A. (2011). IFRS fair value measurement and accounting policy choice in the United Kingdom and Australia. *The British Accounting Review*, 43(1), 1-21.
- (11). Cairns, D., Massoudi, D., Taplin, R., & Tarca, A. (2011). IFRS fair value measurement and accounting policy choice in the United Kingdom and Australia. *The British Accounting Review*, 43(1), 1-21.
- (12). Cannon, N. H., & Bedard, J. C. (2017). Auditing challenging fair value measurements: Evidence from the field. *The Accounting Review*, 92(4), 81-114.
- (13). Chen, C., Lo, K., Tsang, D., & Zhang, J. (2020). Understanding accounting discretion in China: An analysis of fair value reporting for investment property. *Journal of Accounting and Public Policy*, 39(4), 106766.
- (14). Chen, H., Tang, Q., Jiang, Y., & Lin, Z. (2010). The role of international financial reporting standards in accounting quality: Evidence from the European Union. *Journal of international financial management & accounting*, 21(3), 220-278.
- (15). Chircop, J., & Novotny-Farkas, Z. (2016). The economic consequences of extending the use of fair value accounting in regulatory capital calculations. *Journal of Accounting and Economics*, 62(2-3), 183-203.
- (16). Cho, M., Kim, S., Kim, Y., Lee, B. B. H., & Lee, W. J. (2021). IFRS adoption and stock misvaluation: Implication to Korea discount. *Research in International Business and Finance*, 58, 101494.
- (17). Chourou, L., & THORNTON, D. (2011). The Market Pricing of Bank Fair Value Assets: Does Religiosity Matter?. In American Accounting Association, Financial Accounting and Reporting Section Mid-Year Meeting, Tampa, Florida.
- (18). Clarkson, P., Hanna, J. D., Richardson, G. D., & Thompson, R. (2011). The impact of IFRS adoption on the value relevance of book value and earnings. *Journal of Contemporary Accounting & Economics*, 7(1), 1-17.

- (19). Dechow, P. M., Myers, L. A., & Shakespeare, C. (2010). Fair value accounting and gains from asset securitizations: A convenient earnings management tool with compensation side-benefits. *Journal of accounting and economics*, 49(1-2), 2-25.
- (20). Duffie, D., & Lando, D. (2001). Term structures of credit spreads with incomplete accounting information. *Econometrica*, 69(3), 633-664.
- (21). Elbannan, M. A., & Elbannan, M. A. (2015). Information content of SFAS 157 fair value reporting. *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 25, 31-45.
- (22). Filip, A., Hammami, A., Huang, Z., Jeny, A., Magnan, M., & Moldovan, R. (2019). The Relevance of the Fair Value Measurement Hierarchy: A Holistic Perspective. *Available at SSRN*.
- (23). Gaynor, L. M., McDaniel, L., & Yohn, T. L. (2011). Fair value accounting for liabilities: The role of disclosures in unraveling the counterintuitive income statement effect from credit risk changes. *Accounting, organizations and society*, 36(3), 125-134.
- (24). Gaynor, L. M., McDaniel, L., & Yohn, T. L. (2011). Fair value accounting for liabilities: The role of disclosures in unraveling the counterintuitive income statement effect from credit risk changes. *Accounting, organizations and society*, 36(3), 125-134.
- (25). Gaynor, L. M., McDaniel, L., & Yohn, T. L. (2011). Fair value accounting for liabilities: The role of disclosures in unraveling the counterintuitive income statement effect from credit risk changes. *Accounting, organizations and society*, 36(3), 125-134.
- (26). Georgiou, O., & Jack, L. (2011). In pursuit of legitimacy: A history behind fair value accounting. *The British Accounting Review*, 43(4), 311-323.
- (27). Goh, B. W., Li, D., Ng, J., & Yong, K. O. (2015). Market pricing of banks' fair value assets reported under SFAS 157 since the 2008 financial crisis. *Journal of Accounting and Public Policy*, 34(2), 129-145.
- (28). Greiner, A. J. (2015). The effect of the fair value option on bank earnings and regulatory capital management: Evidence from realized securities gains and losses. *Advances in accounting*, 31(1), 33-41.
- (29). Hayoun, S. (2019). How fair value is both market-based and entity-specific: The irreducibility of value constellations to market prices. *Accounting, Organizations and Society*, 73, 68-82.
- (30). He, L. (2020). Discount rate behavior in fair value reporting. *Journal of Behavioral and Experimental Finance*, 28, 100386.
- (31). He, X., Wong, T. J., & Young, D. (2012). Challenges for implementation of fair value accounting in emerging markets: Evidence from China. *Contemporary Accounting Research*, 29(2), 538-562.
- (32). Hong, P. K., & Hwang, S. (2018). Fair value disclosure of pension plan assets and audit fees. *Advances in accounting*, 41, 88-96.
- (33). Jung, B., Pourjalali, H., Wen, E., & Daniel, S. J. (2013). The association between firm characteristics and CFO's opinions on the fair value option for non-financial assets. *Advances in accounting*, 29(2), 255-266.
- (34). Kašparovská, V., Gláserová, J., & Laštůvková, J. (2014). An Evaluation of the Readiness for the Implementation of the IFRS 13 Standard and its Impacts on the Financial Reporting of the Banks. *Procedia Economics and Finance*, 12, 288-295.
- (35). Kitchenham, B. A., Mendes, E., & Travassos, G. H. (2007). Cross versus within-company cost estimation studies: A systematic review. *IEEE Transactions on Software Engineering*, 33(5), 316-329.
- (36). Kitchenham, B., & Mendes, E. (2004). Software productivity measurement using multiple size measures. *IEEE Transactions on Software Engineering*, 30(12), 1023-1035.

- (37). Lambert, R. (2010). Discussion of "Implications for GAAP from an analysis of positive research in accounting". *Journal of Accounting and Economics*, 50(2-3), 287-295.
- (38). Laux, C., & Leuz, C. (2009). The crisis of fair-value accounting: Making sense of the recent debate. *Accounting, organizations and society*, 34(6-7), 826-834.
- (39). Lee, C., & Park, M. S. (2013). Subjectivity in fair-value estimates, audit quality, and informativeness of other comprehensive income. *Advances in accounting*, 29(2), 218-231.
- (40). Lin, Y. H., Lin, S., Fornaro, J. M., & Huang, H. W. S. (2017). Fair value measurement and accounting restatements. *Advances in accounting*, 38, 30-45.
- (41). Lu, H. Y. R., & Mande, V. (2014). Does disaggregation of fair value information increase the value relevance of the fair value hierarchy?. *Research in Accounting Regulation*, 26(1), 90-97.
- (42). Munte, H. S., Fachrudin, K. A., & Bukit, R. B. (2019). Comparative Analysis between the Value of Biological Assets and Agricultural Products, Using Market Approaches and Income Approaches in the Post PSAK 69 Agriculture at Palm Oil Plantation. *Open Journal of Business and Management*, 7(3), 1144-1152.
- (43). Oyewo, B. (2020). Post-implementation challenges of fair value measurement (IFRS 13): some empirical evidence. *African Journal of Economic and Management Studies*, 11(4), 587-607.
- (44). Palea, V. (2014). Are IFRS value-relevant for separate financial statements? Evidence from the Italian stock market. *Journal of International Accounting, Auditing and Taxation*, 23(1), 1-17.
- (45). Penman, S. H. (2007). Financial reporting quality: is fair value a plus or a minus?. *Accounting and business research*, 37(sup1), 33-44.
- (46). Procházka, D. (2011). The role of fair value measurement in the recent financial crunch. *Economics, Management, and Financial Markets*, 6(1), 989-1001.
- (47). Qu, X., & Zhang, G. (2015). Value-relevance of earnings and book value over the institutional transition in China: The suitability of fair value accounting in this emerging market. *The International Journal of Accounting*, 50(2), 195-223.
- (48). Reid, J. Fair Value Measurements, Information Risk, Liquidity and Firm Value. *Advances in Business Research*, 11(1), 28-40.
- (49). Siekkinen, J. (2016, March). Value relevance of fair values in different investor protection environments. In *Accounting forum* (Vol. 40, No. 1, pp. 1-15). No longer published by Elsevier.
- (50). Škoda, M., & Sláviková, G. (2015). Fair value measurement after financial crunch. *Procedia-Social and Behavioral Sciences*, 213, 241-247.
- (51). Šodan, S. (2015). The impact of fair value accounting on earnings quality in eastern European countries. *Procedia Economics and Finance*, 32, 1769-1786.
- (52). Song, C. J., Thomas, W. B., & Yi, H. (2010). Value relevance of FAS No. 157 fair value hierarchy information and the impact of corporate governance mechanisms. *The accounting review*, 85(4), 1375-1410.
- (53). Sundgren, S., Mäki, J., & Somoza-López, A. (2018). Analyst coverage, market liquidity and disclosure quality: a study of fair-value disclosures by European real estate companies under IAS 40 and IFRS 13. *The International Journal of Accounting*, 53(1), 54-75.
- (54). Thornton, G. (2012). IFRS Newsletter, Special edition, IFRS 13 Fair Value Measurement.[verkkodokumentti].[Viitattu 17.11. 2016]. Saatavilla <http://www.rcgt>.

- com/wp-content/blogs.dir/2/files/2012/02/2012-02-20-IFRS-Newsletter-Special-IFRS-13.pdf.*
- (55). Wang, H., & Zhang, J. (2017). Fair value accounting and corporate debt structure. *Advances in accounting*, 37, 46-57.
- (56). Zhang, E., & Andrew, J. (2016). Rethinking China: Discourse, convergence and fair value accounting. *Critical Perspectives on Accounting*, 36, 1-21.